



FAO/G. NAPOLITANO

Replacer les forêts dans le champ du développement

J.R. Matta et L. Schweitzer Meins

Les forêts sont essentielles à un avenir durable et doivent gagner une place de choix dans les politiques économiques et les prises de décision.

Jagannadha Rao Matta est Fonctionnaire forestier, FAO, Rome.

Laura Schweitzer Meins est Experte forestière; son travail pour cet article a été soutenu par le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Durant des millénaires, les populations ont bénéficié des abondantes ressources de notre planète et ont pu prospérer grâce à elles. Aujourd'hui, nous sommes sept milliards d'habitants (Fonds des Nations Unies pour la population, 2011) mais, alors que notre nombre augmente, les ressources, elles, n'augmentent pas. Le concept de développement durable répond à la prise de conscience que nos ressources sont limitées. Ainsi, le rapport de la Commission Brundtland intitulé *Notre avenir à tous* (CMED, 1987), qui a largement contribué à divulguer le concept de développement durable, faisait valoir que notre économie devait s'inscrire dans le cadre des capacités de régénération et d'assimilation de notre biosphère, aussi bien dans sa nature que dans son ampleur (Daly, 2002).

L'économie mondiale a quadruplé au cours du dernier quart de siècle, au profit de centaines de millions de personnes. Cependant, suffisamment d'éléments significatifs montrent qu'il ne s'agit pas d'un développement durable. D'après l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire (2005), plus de 60 pour cent des principaux biens et services écosystémiques de la planète sont dégradés ou utilisés de manière non durable, et l'urbanisation rapide a exacerbé les problèmes de pollution, production de déchets et congestion (CNUDD,

En haut: Des enfants pêchent dans un cours d'eau de la forêt de Yoko, République démocratique du Congo. La chasse et la pêche sur les terres forestières fournissent plus d'un cinquième des besoins en protéines dans quelque 60 pays en développement

2010). Malgré les avertissements répétés concernant les risques environnementaux, sociaux et économiques associés aux changements climatiques induits par l'homme, le volume des émissions de gaz à effet de serre continue de croître (*The Guardian*, 2011).

Si le progrès économique a été spectaculaire à l'échelle mondiale, les avantages qui en dérivent n'ont pas été partagés équitablement entre les pays et au sein de ces derniers (CNUDD, 2010). Treize pour cent des habitants du monde en développement n'ont toujours pas accès à de l'eau propre en quantité suffisante (Organisation mondiale de la santé, 2011) et 25 pour cent d'entre eux n'accèdent que faiblement ou pas du tout aux services modernes de fourniture en énergie (Agence internationale de l'énergie, 2009). Par ailleurs, la croissance économique rapide mais inégale est devenue l'un des facteurs essentiels des troubles politiques et sociaux dans de nombreuses parties du monde (Sreedharan et Matta, 2010). À mesure que la population humaine s'étend et que la consommation par habitant augmente, la biosphère, déjà trop sollicitée, ne fait que s'épuiser davantage; ainsi, la superficie de terre arable par tête a chuté depuis les années 1960, du fait d'une utilisation trop intensive des terres et de leur dégradation, ainsi que de l'urbanisation (IFPRI, 2011). Face à de telles perspectives, la nécessité de réexaminer et recentrer nos efforts pour garantir un avenir durable apparaît de plus en plus évidente.

CONTRIBUTION DES FORÊTS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

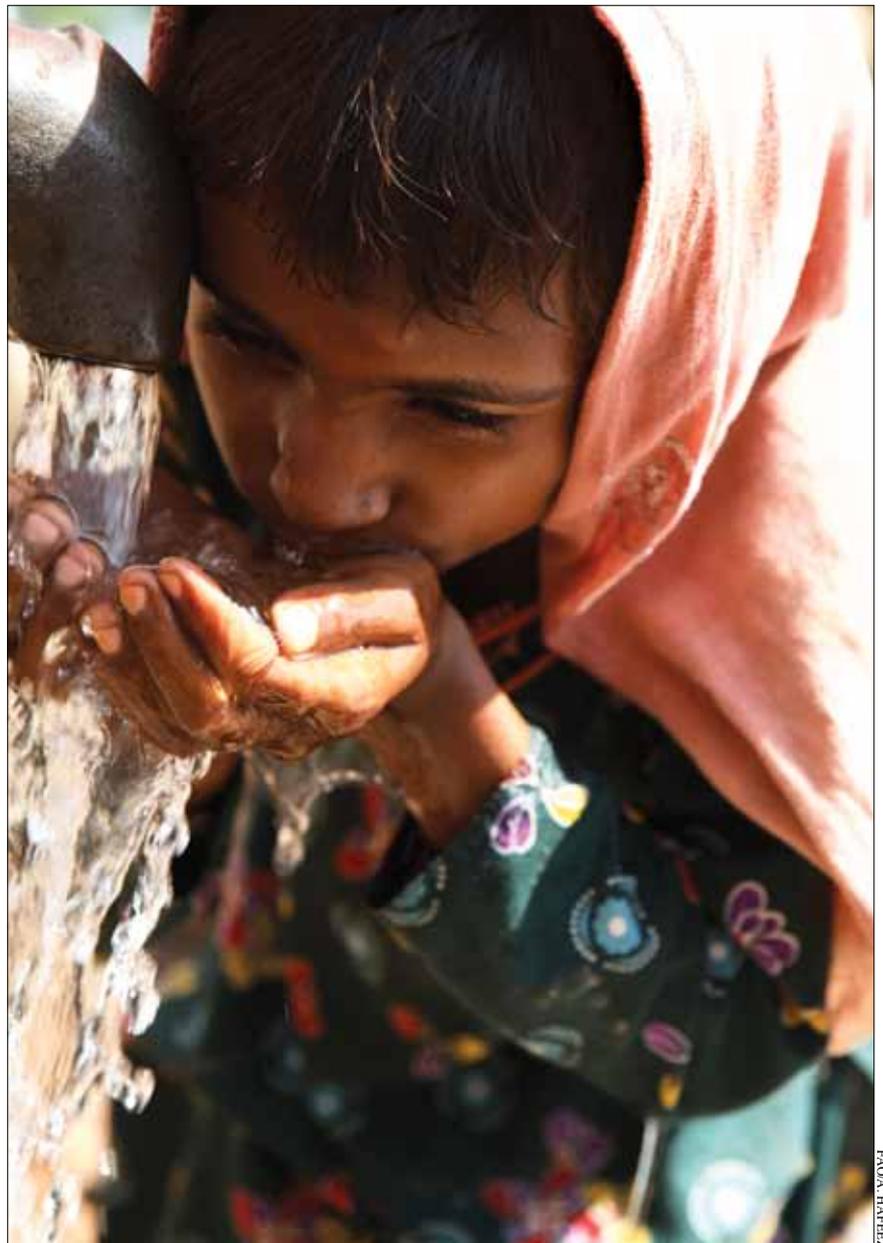
De nombreux pays ont besoin de se développer pour pouvoir augmenter les emplois et élever le niveau de vie (Dasgupta, 2011). Toutefois, pour être durables, les activités de développement doivent équilibrer les facteurs économiques, sociaux et écologiques. Les forêts constituent une ressource unique à cet égard, du fait de leur aptitude à répondre aux multiples besoins et enjeux économiques, sociaux et écologiques, et en raison du fait qu'elles sont renouvelables.

Les forêts fournissent des aliments et de l'énergie

Près de 350 millions parmi les personnes les plus pauvres du monde, dont 60 millions d'autochtones, dépendent presque entièrement des forêts pour leur subsistance et leur survie (FAO, 2012a). Ces populations comprennent les personnes les plus défavorisées et vulnérables – et souvent les plus faibles sur le plan politique – de la société. Pour ces dernières, les forêts constituent une ressource importante en termes d'alimentation et de santé; ainsi, la chasse et la pêche sur les terres forestières fournissent plus d'un cinquième des besoins en protéines dans quelque 60 pays en développement (Mery *et al.*, 2005). En outre, les

forêts fournissent de nombreuses matières premières utilisées par les entrepreneurs locaux. Au Cameroun, par exemple, les petites entreprises forestières axées sur le miel, l'écorce de *Prunus africana*, le manguier sauvage (espèce *Irvingia*) et la gomme arabique (tirée de *Acacia senegal*) ont permis à de nombreuses populations locales de gagner des revenus monétaires, susceptibles d'être utilisés ensuite pour acheter des denrées alimentaires, des combustibles et d'autres biens essentiels (FAO, 2012b).

Non seulement les forêts améliorent la sécurité alimentaire mais elles jouent un autre rôle important en contribuant à ralentir et à inverser le processus de



Un enfant boit à une pompe communale, Sukkur, Pakistan. Treize pour cent des habitants du monde en développement n'ont toujours pas accès à de l'eau propre en quantité suffisante

FAO/HAFEEZ

Les petites entreprises forestières exploitant le fruit du manguier sauvage (espèce *Irvingia*) génèrent des emplois et des revenus pour de nombreuses populations locales au Cameroun

dégradation des terres, en particulier grâce à leur aptitude à réapprovisionner le sol en nutriments et à accroître sa capacité de rétention. Aussi la gestion durable des forêts et la restauration forestière ont-elles fini par être reconnues comme des démarches cruciales pour relever les défis majeurs de la sécurité alimentaire, tels que la désertification et la dégradation des sols. L'agroforesterie et l'aménagement des terres sylvopastorales bénéficient tous deux des fonctions protectrices des arbres et des forêts, de façon à accroître la production alimentaire au fil du temps (Calle, Murgueitio et Chará, 2012).

Les forêts jouent de même un rôle clé en produisant du combustible: pour plus de deux milliards de personnes, la dendro-énergie est fondamentale pour la cuisson des aliments, le chauffage et la préservation des denrées alimentaires (aliments fumés) (FAO, 2010a). Par ailleurs, le charbon et le bois de feu sont souvent des sources principales de revenus en espèces pour les personnes démunies vivant à l'intérieur et au voisinage des forêts (FAO, 2006). Des recherches importantes sont menées actuellement sur l'utilisation de la biomasse forestière en tant que source d'énergie durable, propre et de haute technologie (FAO, 2008).

Les forêts contribuent à créer des emplois et à améliorer les moyens d'existence

Les forêts sont parvenues à être reconnues comme des moteurs du développement économique rural. Dans le sud de la Chine, par exemple, les activités liées aux forêts contribuent à hauteur de 40 pour cent au revenu des exploitations agricoles (Banque mondiale, 2006). Dans l'ensemble, le secteur forestier formel représente presque un pour cent du produit mondial brut (la somme des produits intérieurs bruts de tous les pays) et génère au moins 10 millions d'emplois (FAO, 2010a). Si l'on considère l'emploi dans les petites entreprises locales informelles, il est probable que plus de 100 millions de personnes travaillent dans des activités liées aux forêts (Macqueen, 2008).



FAO/IRFIS/IS

Au fil du temps, grâce à un soutien financier et technique ainsi qu'au développement des capacités, l'utilisation et la commercialisation croissantes des produits ligneux et non ligneux permettront de créer de nouvelles entreprises, davantage d'opportunités d'emploi et des moyens d'existence de plus en plus sûrs. Des instruments tels que la certification et l'étiquetage écologique pourraient aider à favoriser la commercialisation des produits forestiers (Muthoo, 2012). Une réaction positive en boucle pourrait être créée de la sorte: un revenu local plus important accroît la consommation, qui en retour stimule la production et crée de nouveaux emplois. La restauration forestière est de même prometteuse en termes de création d'emplois et de revenus substantiels (Calle, Murgueitio et Chará, 2012; Brancalion *et al.*, 2012).

Les forêts fournissent des services écosystémiques essentiels

Les forêts fournissent une vaste gamme de services écosystémiques. Elles aident à réguler les cycles hydriques et à réduire la menace et l'impact des inondations et de la sécheresse (Daily *et al.*, 1997), et elles abritent plus de 80 pour cent de la biodiversité terrestre mondiale (WWF, 2012). Les forêts jouent aussi un rôle prépondérant dans le cycle du carbone global, notamment en stockant quelque 289 gigatonnes de carbone dans leur biomasse

(FAO, 2010a). De plus amples investissements dans la gestion durable des forêts et la restauration forestière pourraient permettre d'accroître le stockage du carbone dans les forêts (Skutsch et McCall, 2012). En outre, une meilleure intégration des activités forestières et agricoles est rapidement en train d'apparaître comme un moyen significatif de garantir à la fois une agriculture durable et la sécurité alimentaire. Ainsi, le passage de l'agriculture traditionnelle à l'agroforesterie peut potentiellement permettre de séquestrer jusqu'à 25 tonnes de carbone en plus par hectare et par an (Matta, 2009; voir aussi Brancalion *et al.*, 2012). Les forêts peuvent aussi aider à donner une utilisation productive aux eaux usées (Del Lungo, 2012).

Les forêts fournissent un vaste éventail de produits

Les écosystèmes forestiers fournissent une grande variété de produits ligneux et non ligneux qui sont intrinsèquement naturels et recyclables, et souvent réutilisables et biodégradables. Il existe un potentiel considérable pour une utilisation accrue de ces produits, par exemple dans les bâtiments «verts» et autres infrastructures, dans les pièces recyclables de voiture et d'ordinateur, et dans les produits alimentaires, médicinaux et cosmétiques. L'utilisation accrue et novatrice de produits forestiers pourrait conduire à des changements radicaux dans la manière dont nous

La foresterie urbaine joue un rôle important en rendant les villes plus vivables

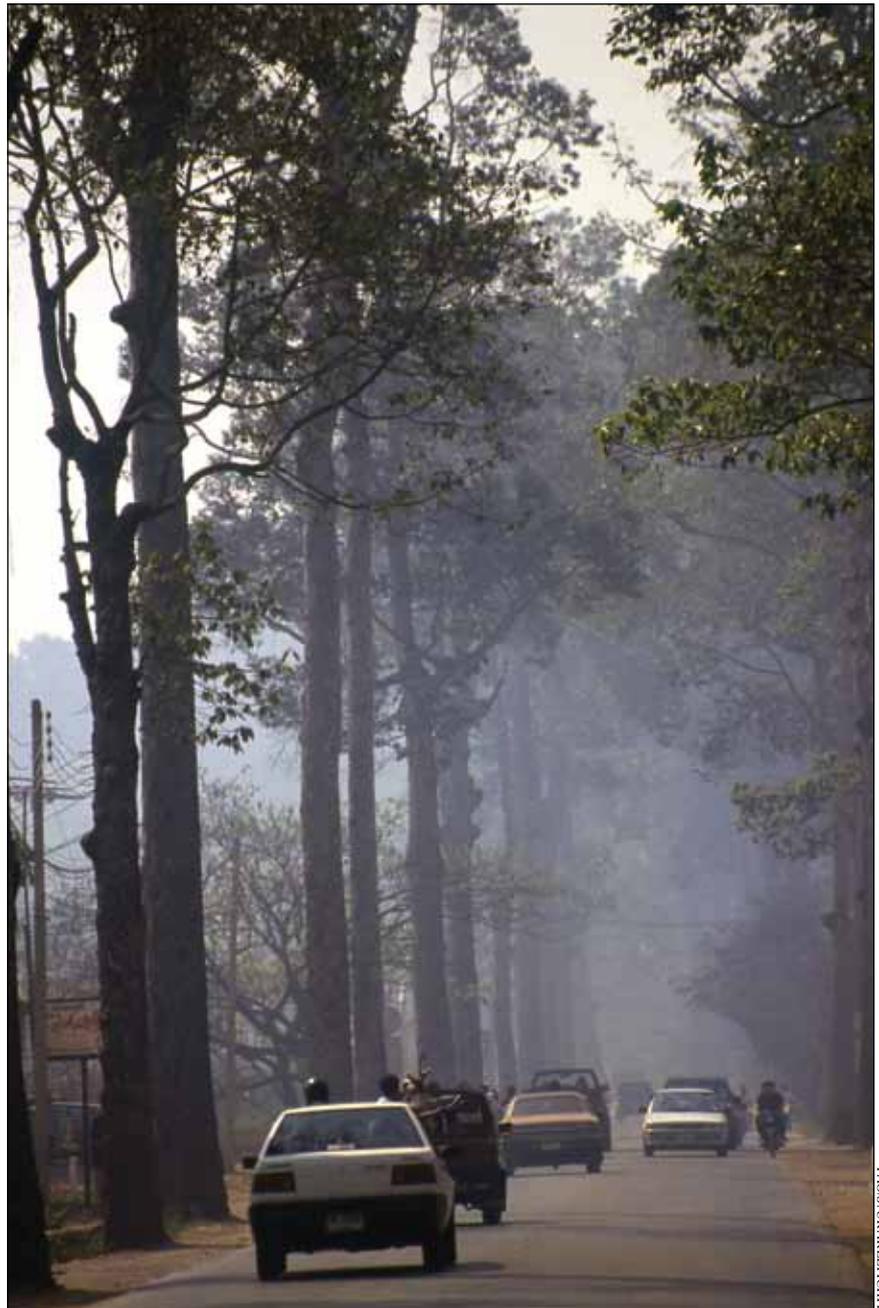
menons nos vies. La plus grande prospérité, associée à une demande croissante de modes de consommation et d'existence plus durables, sont susceptibles de créer une demande accrue de produits issus de méthodes d'exploitation durables. Dans la mesure où les produits forestiers peuvent répondre si simplement et rapidement à une telle demande, il est fort probable que l'importance des forêts se révélera de plus en plus, tant aux yeux des producteurs que des consommateurs.

Les forêts favorisent des villes plus saines et plus vivables

Les forêts sont essentielles à notre épanouissement culturel, esthétique et récréatif. Grâce à l'augmentation du temps de loisir et du revenu disponible, l'intérêt des citoyens pour l'utilisation récréative des forêts s'est considérablement accru; ainsi, la moitié du tourisme mondial est axé sur la nature (FAO, 2012a). Les résidents urbains peuvent en outre être affectés par les pertes de superficies forestières, lorsque celles-ci conduisent à des inondations ou à des sécheresses plus fréquentes, ou bien à une baisse de qualité de l'eau dispensée dans les villes. Par ailleurs, la présence d'arbres peut venir en aide aux citoyens en atténuant l'effet «îlot de chaleur» – à savoir le phénomène par lequel les zones urbaines sont plus chaudes que les zones rurales environnantes. La foresterie urbaine joue ainsi un rôle important, en permettant de réguler la température à l'intérieur des villes (FAO, 2001); elle contribue de même à la gestion des eaux et favorise la création et l'expansion d'aires de récréation et d'espaces verts urbains et péri-urbains. Ce phénomène a même été associé à une réduction de la délinquance dans les zones intra-urbaines (Kuo et Sullivan, 2001).

Les forêts atténuent et amoindrissent l'impact des catastrophes

Les forêts peuvent fournir un moyen pour atténuer les événements catastrophiques et mieux faire face aux chocs qui en résultent. Ainsi, il apparaît clairement que les forêts côtières sont en mesure de réduire l'impact des cyclones et d'autres calamités naturelles, et par là de diminuer les dégâts sur les propriétés et le nombre de pertes de



FAO/URARBERCHIT

vies (Braatz *et al.*, 2006). De telles crises peuvent parfois mener à la création de programmes forestiers, susceptibles de bénéficier aux populations locales sur le long terme. Ainsi, le programme mexicain de rémunération des services hydriques, qui incite financièrement les propriétaires terriens à conserver le couvert forestier dans les bassins versants critiques, a été établi à l'origine en réponse à une situation de grave sécheresse et de pénurie d'eau (Munoz *et al.*, 2008). En Chine, des inondations dévastatrices le long de la rivière Yangtze ont conduit le gouvernement à lancer le Programme de conversion des

terrains en pente, qui vise à transformer 14,7 millions d'hectares de terres de culture en forêts (Bennet et Xu, 2005).

FORÊTS ET AVENIR DURABLE

S'il existe des raisons incontestables de conserver les forêts et d'encourager leur intégration dans les stratégies de développement durable, les risques auxquels elles doivent faire face, et qui dérivent de la dégradation, du morcellement, de leur conversion à d'autres utilisations des terres et d'une exploitation excessive, demeurent élevés. Ainsi, quelque 130 millions d'hectares de forêt, comprenant 40 millions

d'hectares de forêt primaire, ont été perdus durant la période 2000-2010 (FAO, 2010a).

Le 20^e anniversaire de la mémorable Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de 1992, connue aussi sous le nom de Sommet de la planète Terre, a été marqué en 2012 par la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD), tenue à Rio de Janeiro, Brésil (et connue sous le nom de Rio+20). Là, des dirigeants mondiaux et d'autres représentants de la société civile ont identifié sept domaines requérant une attention prioritaire: l'emploi, l'énergie, les villes, l'alimentation, l'eau, les océans et les catastrophes (CNUDD, 2012).

Les forêts jouent un rôle crucial dans chacun de ces champs, mais ce rôle est souvent sous-évalué. Jusqu'à présent, les forêts ont rarement été au premier plan des préoccupations des décideurs, et nombre de leurs contributions à la société sont inconnues hors du secteur forestier (FAO, 2010b). Ainsi, le document final issu de Rio+20, *L'avenir que nous voulons*, ne consacre que quatre paragraphes (dans un document qui en contient 283) aux forêts (Assemblée générale des Nations Unies, 2012).

Quoi qu'il en soit, *L'avenir que nous voulons* souligne l'importance d'intégrer les objectifs et les pratiques de la gestion durable des forêts dans le courant principal des politiques économiques et des prises de décision. Cela impliquera de faire comprendre les bénéfices d'une telle mise en valeur, d'obtenir l'engagement des décideurs à l'égard des actions identifiées, et de s'assurer que ces actions sont effectivement menées à bien sur le terrain. Cela exigera des capacités directrices fortes au niveau mondial et national, ainsi que des actions concertées sur divers fronts. Des ajustements de fond des politiques et des pratiques doivent être effectués sans faille. Les articles de ce numéro d'*Unasylva* (dont certains sont cités ici) offrent un aperçu de certaines des voies qu'il est possible d'explorer pour renforcer le secteur forestier et son rôle dans le développement durable.

Des incitations, conçues pour encourager l'investissement dans des activités liées aux forêts et stimuler la création de nouveaux marchés, seront nécessaires, parallèlement au développement de cadres réglementaires appropriés. La rémunération des services écosystémiques, par

exemple, pourrait changer de manière significative la dynamique commerciale des entreprises forestières et accroître leur viabilité financière. Cela pourrait en retour conduire à un plus grand investissement dans le secteur forestier et, en dernière analyse, à un accroissement des revenus et des possibilités de moyens d'existence pour les communautés locales. Pour garantir que les produits forestiers puissent lutter sur un pied d'égalité (Martin, 2008), il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques assurant que les prix des produits issus de pratiques non durables ou «non verts» reflètent la totalité de leurs coûts environnementaux (par exemple en termes de pollution, d'utilisation d'énergie, d'émission globale de gaz à effet de serre et d'évacuation des déchets).

Des questions sous-jacentes telles que le régime foncier et la gouvernance doivent être abordées, et il faudrait mettre en place des politiques encourageant les entreprises locales axées sur les forêts, les coopératives et la gouvernance forestière. Les mécanismes REDD+ devraient inclure des sauvegardes spécifiques garantissant que le flux des bénéfices est durable, non exclusif (et qu'il comprend notamment les femmes – Setyowati, 2012) et participatif.

Dans certains pays, des politiques de conformité – réglementaire et volontaire – ont dissuadé les propriétaires de terres de mener à bien une gestion durable des forêts. La crédibilité des produits ligneux en matière d'environnement et de durabilité – à savoir qu'ils sont renouvelables, recyclables et biodégradables, et que leur production requiert une moindre quantité d'énergie – exige une plus grande visibilité. Les responsables des politiques et les praticiens du développement devraient regarder de près les politiques et les cadres réglementaires existants. Ils devraient s'assurer que ceux-ci encouragent effectivement un environnement qui favorise l'industrie forestière, notamment la petite et moyenne industrie, et qui élargit l'éventail des valeurs et avantages associés aux forêts en développant des produits et services nouveaux et novateurs.

De même, si l'on veut parvenir à une compréhension élargie des avantages socioéconomiques de l'investissement dans les forêts, il faut un encadrement fort au niveau mondial, une communication concertée, un partage des connaissances et

une mise en réseau. Les instances œuvrant à une telle tâche pourraient avoir à aller au-delà de l'organisation de congrès et événements ponctuels, et devoir employer les technologies numériques modernes et les méthodes de diffusion axée sur Internet, qui détiennent un potentiel sans précédent pour servir de caisse de résonance aux exemples de réussite. Eu égard aux bénéfices généraux fournis par les forêts, les interventions visant à faire mieux apprécier la valeur des biens et services forestiers et les avantages qui en dérivent doivent être menées tant au niveau national que mondial.

Rio+20 nous a fourni une opportunité pour repenser le développement durable. Peut-être le moment est-il venu de faire un véritable et significatif changement de paradigme, et d'intégrer les forêts au sein de nos réflexions et actions pour mener réellement à bien un développement durable. Nous pouvons encore avoir les forêts que nous voulons. ♦



Références

- Agence internationale de l'énergie.** 2009. *World energy outlook 2010*. OECD Publishing.
- Assemblée générale des Nations Unies.** 2012. Résolution adoptée par l'Assemblée générale [sans renvoi à une grande commission (A/66/L.56)] 66/288. *L'avenir que nous voulons*. New York, États-Unis d'Amérique. Disponible sur: <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N11/476/10/PDF/N1147610.pdf?OpenElement>.
- Banque mondiale.** 2006. *Unlocking opportunities for forest-dependent people in India*. Report No. 34481-IN. Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.
- Bennett, M.T. et Xu, J.** 2005. China's sloping land conversion program: institutional innovation or business as usual? Document présenté à l'atelier ZEF-CIFOR sur la rémunération des services environnementaux dans les pays développés et en développement, Titisee, Allemagne, 15-18 juin 2005.
- Braatz, S., Fortuna, S., Broadhead, J. et Leslie, R., eds.** 2006. Coastal protection in the aftermath of the Indian Ocean tsunami: What role for forests and trees?

- Comptes rendus de l'atelier technique régional de la FAO, Khao Lak, Thaïlande, 28-31 août 2006.
- Brancalion, P.H.S., Viani, R.A.G., Strassburg, B.B.N. et Rodrigues, R.R.** 2012. Financer la restauration des forêts tropicales. *Unasylva*, 239: 41–50 (ce numéro).
- Calle, Z., Murgueitio, E. et Chará, J.** 2012. Intégrer les activités forestières, l'élevage extensif durable et la restauration du paysage. *Unasylva*, 239: 31–40 (ce numéro).
- CMED.** 1987. *Notre avenir à tous*. Genève, Suisse, Commission mondiale des Nations Unies sur l'environnement et le développement.
- CNUDD.** 2010. *Rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable*. 2010. New York, États-Unis d'Amérique, Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Disponible sur: rio20.un.org/sites/rio20.un.org/files/a-conf_216-pc_5_french.pdf.
- CNUDD.** 2012. Conférence des Nations Unies sur le développement durable (disponible en anglais sur: www.unccd2012.org/rio20/about.html).
- Daily, G., Alexander, S., Ehrlich, P., Goulder, L., Lubchenco, J., Matson, P., Mooney, H., Postel, S., Schneider, S., Tilman, D. et Woodwell, G.** 1997. Ecosystem services: benefits supplied to human societies by natural ecosystems. *Issues in Ecology*, 2: 2. Disponible sur: cfpub.epa.gov/watertrain/pdf/issue2.pdf.
- Daly, E.H.** 2002. Reconciling the economics of social equity and environmental sustainability. *Population & Environment*, 24(1): 47–53.
- Dasgupta, C.** 2011. Reflections on the relationship between the “green economy” and sustainable development. In: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. *The road to Rio+20 for a development-led green economy*. Genève, Suisse (disponible aussi sur: www.unctad.org/en/docs/ditcted20108_en.pdf).
- Del Lungo, A.** 2012. Irrigation forestière durable dans les zones arides et semi-arides. *Unasylva*, 239: 63–64 (ce numéro).
- Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire.** 2005. *Ecosystems and human well-being: synthesis*. Washington, D.C., États-Unis d'Amérique, Island Press.
- FAO.** 2001. *Les arbres hors forêt: vers une meilleure prise en compte*. Cahier FAO Conservation n° 35. Rome. Disponible sur: www.fao.org/docrep/005/Y2328F/Y2328F00.HTM.
- FAO.** 2006. *Améliorer la foresterie pour réduire la pauvreté: manuel du praticien*. Étude FAO: Forêts n° 149. Rome (disponible aussi sur: www.fao.org/docrep/009/a0645f/a0645f00.htm).
- FAO.** 2008. *Les forêts et l'énergie: questions principales*. Étude FAO: Forêts n° 154. Rome (disponible aussi sur: www.fao.org/docrep/010/i0139f/i0139f00.htm).
- FAO.** 2010a. *Évaluation des ressources forestières mondiales 2010*. Rome (disponible aussi sur: www.fao.org/forestry/fra/fra2010/fr/).
- FAO.** 2010b. Communiquer sur le rôle des forêts en matière de développement durable: l'année internationale des forêts (2011). Document présenté à la 20^e session du Comité des forêts (COFO). Rome. Disponible sur: www.fao.org/docrep/meeting/019/k8772f.pdf.
- FAO.** 2012a. *Situation des forêts du monde 2012*. Rome (disponible aussi sur: www.fao.org/docrep/016/i3010f/i3010f00.htm).
- FAO.** 2012b. Projets, Afrique centrale, Cameroun. Développement des entreprises forestières communautaires. Disponible sur: www.fao.org/forestry/entreprises/45716/fr/.
- Fonds des Nations Unies pour la population.** 2011. *State of world population 2011*. New York.
- IFPRI.** 2011. *Global food policy report*. Washington, D.C., États-Unis d'Amérique, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Kuo, F. et Sullivan, W.** 2001. Crime in the inner city: does vegetation reduce crime? *Environment and Behavior*, 33(3) 343–367. DOI: 10.1177/0013916501333002.
- Macqueen, D.** 2008. *Supporting small forest enterprises: a cross-sectoral review of best practice*. Londres, Royaume-Uni, Institut international pour l'environnement et le développement (disponible aussi sur: <http://pubs.iied.org/pdfs/13548IIED.pdf>).
- Martin, R.M.** 2008. Déforestation, changement d'affectation des terres et REDD. *Unasylva*, 59(230): 3–11.
- Matta, J.R.** 2009. Reconstruire l'Inde rurale: possibilités de nouveaux investissements dans les forêts et les emplois verts. *Unasylva*, 60(233): 36–41.
- Mery, G., Alfaro, R., Kanninen, M. et Lobovikov, M., eds.** 2005. *Forests in the global balance: changing paradigms*. IUFRO World Series 17. Helsinki, Union internationale des instituts de recherches forestières.
- Muñoz-Piña, C., Guevara, A., Torres, J.M. et Braña, J.** 2008. Paying for the hydrological services of Mexico's forests: analysis, negotiations and results. *Ecological Economics*, 65: 725–736.
- Muthoo, M.** 2012. La certification forestière et l'économie verte. *Unasylva*, 239: 17–23 (ce numéro).
- Organisation mondiale de la santé.** 2011. *Objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé: les progrès réalisés*. Aide-mémoire de l'OMS n° 290. Disponible sur: www.who.int/mediacentre/factsheets/fs290/fr/index.html.
- Setyawati, A.** 2012. Garantir que les femmes bénéficient de la REDD+. *Unasylva*, 239: 57–62 (ce numéro).
- Skutsch, M. et McCall, M.K.** 2012. Le rôle de la gestion forestière communautaire dans la REDD+. *Unasylva*, 239: 51–56 (ce numéro).
- Sreedharan, C.K. et Matta, J.R.** 2010. Poverty alleviation as a pathway to sustainable forest management. *Environmental Development and Sustainability*, 12: 877–888.
- The Guardian.** 2011. Worst ever carbon emissions leave climate on the brink. 29 mai 2011 (disponible aussi sur: www.guardian.co.uk/environment/2011/may/29/carbon-emissions-nuclearpower).
- WWF.** 2012. Forest habitat. Fonds mondial pour la nature. Disponible sur: <http://worldwildlife.org/habitats/forests>. ♦